

## **Chèque providentiel de Stérin et militants identitaires : dans les coulisses de la campagne municipales 2020 du RN Philippe Vardon à Nice**

Pierre Plottu, Maxime Macé

**Les comptes de campagne du candidat RN à la mairie de Nice révèlent un financement sauvé in extremis par un prêt suspect du milliardaire catho-réac, aujourd'hui dans le viseur de la justice. Mais aussi une équipe de terrain composée d'anciens néonazis et de militants identitaires violents, rémunérés pour tracter et coller des affiches.**

Des gros sous et des gros bras. *Libérations*'est plongé dans les plus de 2 000 pages des comptes de la campagne 2020 de Philippe Vardon, alors candidat RN aux municipales à Nice. Ces documents font apparaître qu'un escadron de militants d'extrême droite violents et de vieux routiers de la mouvance ont officié pour le candidat lepéniste. Y figurent aussi des mouvements de fonds qui intéressent la justice, comme [l'a révélé cet été le Monde](#), notamment un prêt représentant plus d'un quart du budget total de cette campagne de Philippe Vardon et accordé par le [milliardaire réactionnaire Pierre-Edouard Stérin](#).

Selon *le Monde*, ce dernier, exilé fiscal en Belgique, a été entendu en juin 2024 par les enquêteurs de la direction nationale de la police judiciaire sous le statut de «*suspect libre*». Pierre-Edouard Stérin est ainsi [au cœur d'un dossier de «financement illégal de campagne électorale](#)». Une enquête étendue aux infractions de blanchiment et d'exercice illégal de la profession de banquier. En cause, 1,8 million d'euros de prêts accordés par des particuliers à des candidats d'extrême droite, majoritairement du RN, en lice pour les municipales 2020 et les régionales de 2021. Sont notamment concernés Stéphane Ravier et Philippe Vardon, alors candidats RN respectivement aux mairies de Marseille et de Nice, ainsi que Thierry Mariani, en lice pour les régionales 2021 en région Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Les enquêteurs soupçonnent des transferts de fonds provenant en réalité du milliardaire par le biais d'une cascade d'intermédiaires destinée à masquer son implication. L'enquête est désormais terminée et le procureur de la République de Marseille décidera des suites à lui donner.

### ***Un quart du budget total de la campagne***

Ce «coup de pouce» figure bien au milieu des centaines de documents des comptes de campagne [de Philippe Vardon](#), candidat sous la double étiquette RN et «la Droite populaire», le parti de Thierry Mariani. Un prêt de 80 000 euros a été accordé par un particulier à un colistier du candidat RN à Nice, un certain Jean Moucheboeuf, et reversé au budget de la campagne. Ce prêt est le seul faisant l'objet d'un «*contrat de prêt d'argent entre particuliers*» dans les comptes déposés par l'équipe de Philippe Vardon auprès de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP). Cette manne, qui représente plus d'un quart du budget total de la campagne, est tombée fin juin 2020, quelques jours seulement avant le second tour de ces municipales. A point nommé pour afficher in extremis des comptes positifs, à 4 000 euros près. A défaut, «*le déficit de votre compte de*

*campagne*» aurait entraîné «*son rejet*», rappelle par courrier la CNCCFP au candidat, ce qui aurait privé Philippe Vardon de 221 925 euros de remboursement sur fonds publics.

Interrogé par *Libé* sur la provenance du prêt de 80 000 euros, Philippe Vardon n'a pas répondu mais s'est contenté de préciser qu'il «*était parfaitement légal, et parfaitement retracé dans les comptes de campagne qui ont d'ailleurs été validés par la très pointilleuse [CNCCFP]*». Egalement contacté, Jean Moucheboeuf invoque également des comptes «*qui ont été validés*» – bien qu'une validation administrative ne garantisse pas leur légalité – sans s'épancher sur nos questions concernant l'identité du prêteur. Sollicité, l'avocat de Pierre-Edouard Stérin renvoie à un communiqué publié cet été qui confirme l'existence de ces prêts, mais réfute leur illégalité.

A quoi ont servi ces fonds ? Concernant la campagne de Philippe Vardon, ils pourraient donc avoir permis de boucler le budget en urgence. Ce dernier, s'il comporte quelques dépenses retoquées par la CNCCFP ou d'autres surprenantes (comme ces lunettes espion munies d'une caméra à 75 euros), évoque une campagne menée à l'économie.

### ***Omniprésence de factures émanant de militants radicaux***

Mais c'est surtout le profil des prestataires de la campagne qui fait tiquer. Ancien chanteur dans un groupe néonazi qui a participé à créer le Bloc identitaire – mouvement lancé après l'interdiction d'Unité radicale dont un militant avait tenté d'assassiner Jacques Chirac –, Philippe Vardon n'est pas tout à fait ce que le RN a produit de mieux en matière de dédramatisation. Et s'il tente de faire oublier ces «erreurs de jeunesse», ses comptes de campagne montrent une persistance de ses réseaux dans cette mouvance.

Il y a tout d'abord l'omniprésence de factures émanant de militants radicaux. «*Distribution de documents*» et autres «*collages*» rémunérés ont été réalisés dans la dernière ligne droite de la campagne par [Jérémy Piano](#), alors cadre de Génération identitaire (GI), Sinisha Milinov, qui deviendra l'un des leaders du groupuscule Remparts Lyon (resucée de GI après sa dissolution en 2021) ainsi que Claire-Lise Bouton, Théophane Moreau et Aymeric Courtet, militants ou cadres de GI à Toulouse.

Apparaissant pour certains sur des photos de campagne que nous avons pu retrouver, tous appartenaient alors à un mouvement aujourd'hui interdit en raison de son racisme et des agressions perpétrées par ses membres. Sinisha Milinov a par exemple été condamné en février 2024 à six mois de prison ferme pour son implication dans une [affaire de coups de couteau à caractère raciste](#). Piano sera condamné en première instance, en 2022, pour sa participation à l'attaque des locaux d'une ONG d'aide aux exilés par un commando d'identitaires (ils ont fait appel). Courtet avait pour sa part déjà été identifié parmi les nervis ayant agressé des militants du NPA dans une manifestation de gilets jaunes à Toulouse, en 2019.

### ***Rémunéré pour un journal de campagne aux relents très identitaires***

Plus surprenante encore est cette facture de 1 000 euros pour «*distribution de documents*», émanant d'un autoentrepreneur dont le domaine d'activité déclaré est pourtant le «*commerce de gros*». Interrogé sur cette facture vague par la CNCCFP, Philippe Vardon a fourni des éléments démontrant la rémunération d'un «*militant*» pour la distribution de tracts, sur une période de dix jours entre le 16 juin 2020 et le second tour, le 28 juin. Cet autoentrepreneur

est, selon nos informations, un certain Antoine Brunet, militant des néonazis ultraviolents des Zouaves Paris [qui réactiveront le GUD](#) après leur dissolution par les autorités en 2022. Brunet, qui a un temps adopté sur les réseaux sociaux le pseudonyme moqueur de «Brunstein», caricaturant un nom juif, a notamment été interpellé en octobre 2020 car il était soupçonné d'être impliqué dans [l'attaque d'un bar antifasciste à Paris](#) menée par les «Zouaves» le 4 juin 2020 (il a été relaxé). Juste avant de descendre à Nice ? Son nom figure aussi dans la liste des 38 interpellés de la bande accusée [d'avoir voulu attaquer des supporters marocains](#) le soir du match de Coupe du monde opposant la France au Maroc, en décembre 2022. Le jeune homme avait par ailleurs déjà été condamné, aux côtés de Jérémie Piano, dans l'affaire [de l'occupation de la CAF de Bobigny](#) par Génération identitaire en mars 2019. Interrogé sur le profil de ces militants, Philippe Vardon balaye : *«Je ne tiens pas de fiches sur les gens.»* Il assure que *«tous ont effectué leur travail avec sérieux.»*

Concernant les autres prestataires, on ne constate évidemment pas de virage à gauche mais les sommes sont, elles, bien plus conséquentes. Pour sa campagne, Philippe Vardon s'est adjoint les services du Suisse Jean-David Cattin, homme avec lequel il a participé à cofonder le Bloc identitaire et qui a touché plus de 23 500 euros. Ses missions ont principalement consisté à envoyer des mails et des SMS de propagande électorale du candidat grâce, en partie, à la location du fichier des données personnelles de lecteurs niçois de *Valeurs actuelles*, mais aussi à la rédaction d'un journal de campagne aux relents très identitaires. Autre cofondateur du Bloc identitaire présent à Nice lors de la campagne : Guillaume Luyt. Vardon a fait de cet ancien d'Unité radicale, comme lui, son directeur de campagne. Salarié à ce titre jusqu'au premier tour, Luyt a ensuite facturé 3 500 euros pour des *«conseils stratégiques et éditoriaux»* en vue du second tour.

Le candidat RN a aussi le sens de la famille. Il a déboursé 11 375 euros en faveur de son propre frère, Benoît Vardon, bien connu dans la mouvance identitaire locale et qui a réalisé pour lui affiches et tracts. Ceux-là mêmes que les autres identitaires se sont donc chargés de distribuer ou coller. C'est à se demander si des militants du parti de Marine Le Pen ont participé à cette campagne.

[Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)